- NOTE D'ANALYSE – EUROPE NOW

Mai 2026

Actions européennes : une période charnière pour les investisseurs

Thomas Brenier
Managing Director
Directeur de la Gestion Actions

Après plusieurs années de sous-performance relative, les marchés actions européens semblent entrer dans une nouvelle phase. L'année 2025 a marqué un point d'inflexion, avec un regain d'intérêt pour les actifs européens et une dynamique boursière plus favorable.

Ce mouvement ne constitue pas un simple rattrapage cyclique. Il reflète selon nous des évolutions structurelles profondes qui redessinent progressivement le paysage économique du continent.

Dans plusieurs secteurs-clés comme la défense, l'énergie, l'industrie ou encore les services aux collectivités (utilities), l'Europe amorce un nouveau cycle d'investissement pour gagner en autonomie et en résilience. Cet élan nous semble susceptible de soutenir l'activité et les bénéfices d'un certain nombre d'entreprises au cours des prochaines années. En parallèle, le secteur financier européen a retrouvé une excellente dynamique et conserve selon nous un intéressant potentiel de progression grâce à ses solides fondamentaux.

Dans ce contexte, nous pensons que l'Europe pourrait redevenir un terrain d'investissement particulièrement intéressant pour les investisseurs en actions.

LAZARD
FRÈRES GESTION

Le retour d'une Europe qui investit et se renforce

Ces trois dernières décennies, l'Europe a privilégié l'économie de services, délocalisant son appareil productif (notamment en Asie) et sous-investissant dans des secteurs industriels alors jugés non stratégiques.

Les crises successives survenues depuis quelques années ont toutefois mis en exergue les limites et les fragilités de ce modèle. La délocalisation des chaînes de production a par exemple provoqué des difficultés d'approvisionnement lors de la crise du Covid-19. La guerre en Ukraine a révélé les dépendances énergétiques du continent européen et un sous-investissement en matière de défense. Enfin, la guerre commerciale de 2025 et les évolutions géopolitiques associées ont provoqué une prise de conscience relative à **l'importance de conserver une Europe souveraine et indépendante**.

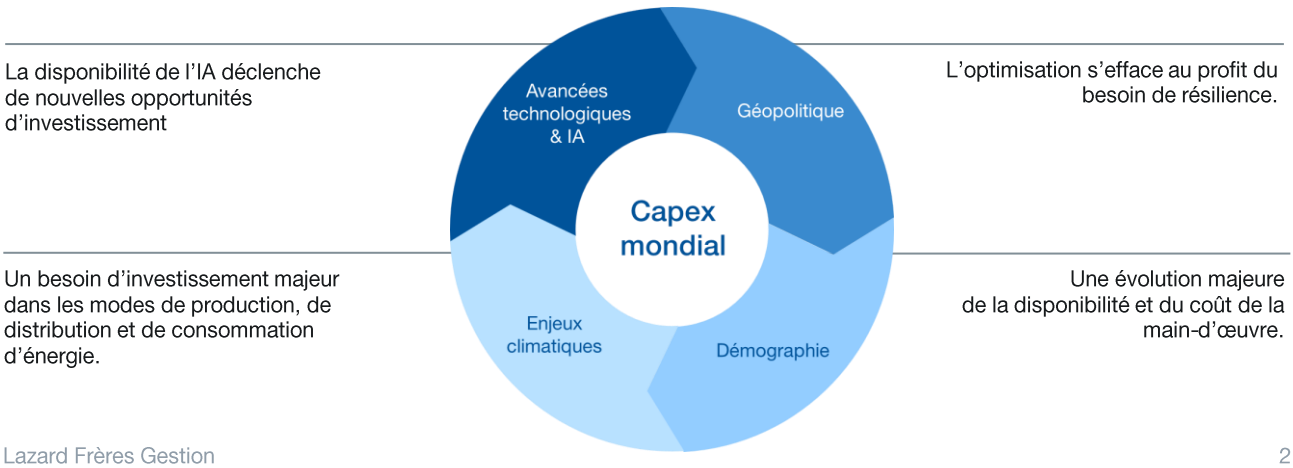
Cette prise de conscience ouvre désormais de nouvelles perspectives pour le continent.

La sphère publique s'est ainsi engagée dans de vastes programmes d'investissement, notamment dans la défense (« ReArm Europe » devenu « Readiness 2030 »), les infrastructures (plan de relance allemand) ou encore l'énergie (développement renforcé des énergies renouvelables, auquel s'ajoute le plan français de réinvestissement dans le nucléaire).

À l'échelle microéconomique, les **entreprises amorcent un virage stratégique vers plus de résilience**, en simplifiant leurs chaînes de valeur et en relocalisant leur production. Ce mouvement nécessite de relancer les investissements dans les actifs tangibles (hausse des Capex). Il est remarquable que ces sociétés s'appuient largement sur des partenaires européens pour mener à bien cette transformation, créant un véritable cercle vertueux pour l'économie du continent.

Ces investissements en actifs tangibles sont également favorisés par le développement de nouvelles technologies (multiplication des data centers liés au développement de l'IA par exemple).

La période actuelle marque ainsi la fin de nombreuses années de sous-investissement en Europe, durant lesquelles les entreprises ont principalement privilégié les actifs immatériels. Elle ouvre une **nouvelle phase bénéfique à certaines activités industrielles** portées par des transformations structurelles majeures : la nécessité de renforcer l'autonomie stratégique du continent, la transition énergétique et l'essor de l'intelligence artificielle.

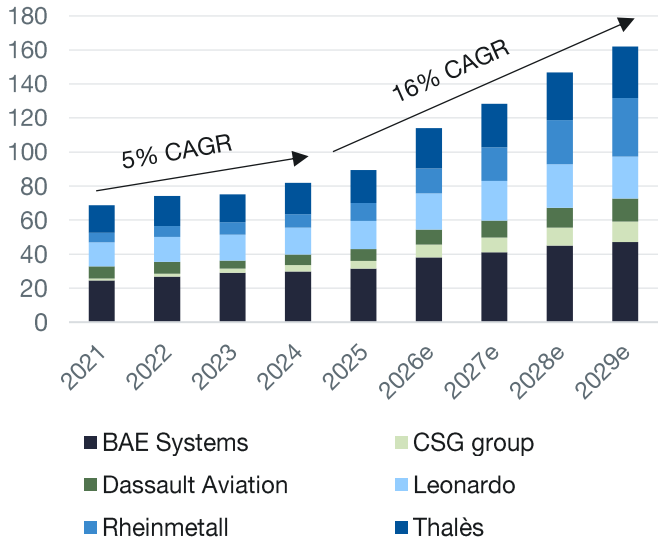


Défense : un changement de paradigme en Europe

L'un des secteurs les plus concernés par ce changement de paradigme est celui de la défense. Le retour d'un niveau de conflictualité élevé dans le monde, combiné aux interrogations sur l'évolution de la position américaine vis-à-vis de l'Europe et de l'OTAN, a conduit les pays européens à revoir leurs priorités dans ce domaine, optant pour un **réinvestissement massif**.

De nombreux États européens se sont désormais engagés à porter leurs dépenses de défense vers des niveaux proches de 3,5% de leur PIB au cours des prochaines années. Cet effort va notamment bénéficier aux producteurs européens d'équipements militaires, qu'il s'agisse de systèmes de défense, de munitions ou de technologies avancées. Le nouveau chapitre qui s'ouvre aujourd'hui referme celui des « dividendes de la paix » dont avaient bénéficié les pays européens à l'issue de la guerre froide.

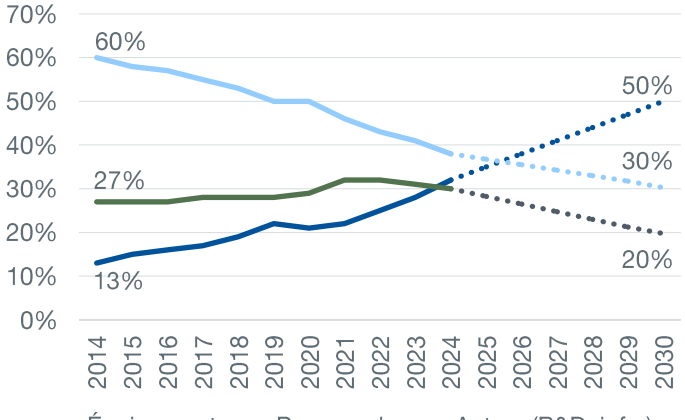
Trajectoire de CA pour les groupes européens de Défense (Mds€)



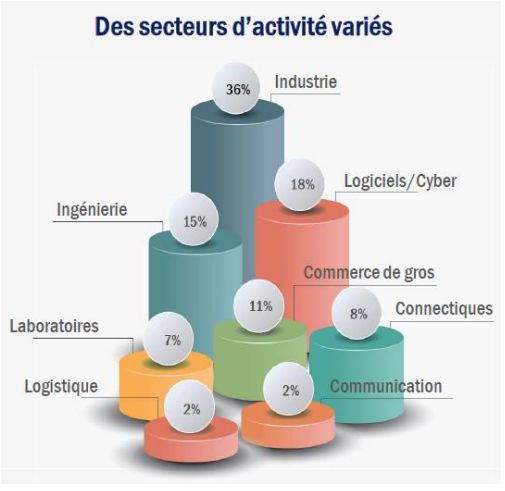
Sources : rapports financiers des entreprises, Bloomberg, Lazard Frères Gestion. Au 31 décembre 2025. Hypothèses basées sur l'augmentation de l'allocation budgétaire de l'OTAN pour l'Europe. Données susceptibles de changer.

Les industriels européens du secteur disposent aujourd'hui de carnets de commandes historiquement élevés, offrant une **visibilité importante** en matière d'investissement. Par extension, **cette dynamique bénéficie à un large écosystème de fournisseurs industriels, technologiques et de services constituant la « base industrielle et technologique de défense » (BITD)**. Le réinvestissement dans la défense irrigue ainsi de nombreux secteurs de l'économie.

Nature de dépenses de défense en Europe



Sources : Morgan Stanley, OTAN. Au 31 mars 2026.



Les secteurs de la BITD en France.
Crédit : Direction Générale de l'Armement

Energie, « Utilities » : un axe déterminant pour assurer l'autonomie européenne

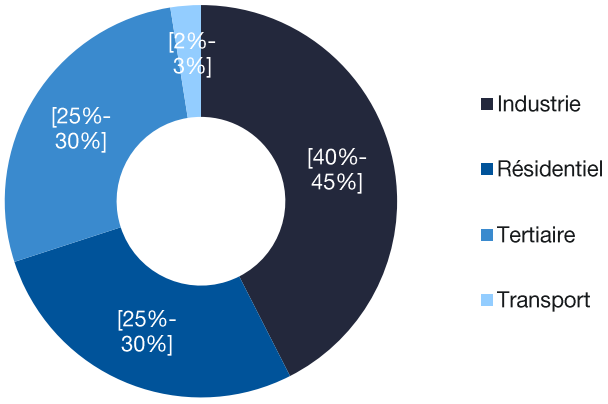
Un autre pilier de ce nouveau cycle d'investissement concerne les secteurs de l'énergie, allant de pair avec celui des « utilities » (services aux collectivités). La guerre en Iran et le blocage du détroit d'Ormuz ont récemment rappelé à quel point l'Europe, qui importe 55% de son énergie, reste dépendante de pays tiers en matière d'approvisionnement énergétique. En 2022, le déclenchement du conflit en Ukraine avait déjà mis en exergue les risques associés aux dépendances extérieures de l'Europe en matière d'hydrocarbures (pétrole et gaz).

Cette problématique majeure, aux lourdes conséquences économiques (notamment en matière d'inflation), a de nouveau montré que **l'Europe doit être plus autonome sur le plan énergétique**. Cet axe stratégique va de pair avec les objectifs européens en matière de développement durable, **impliquant notamment la mise en place de nouvelles capacités de production d'énergie décarbonée produite localement**.

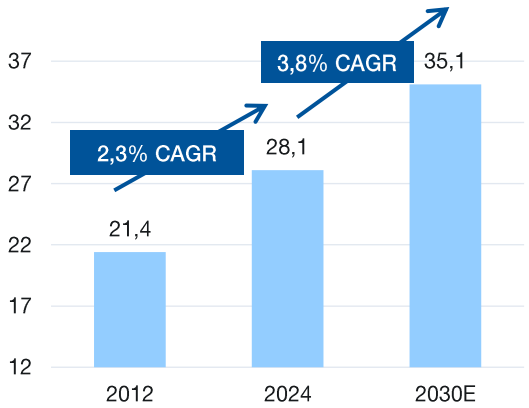
Pour l'Europe, cette évolution stratégique n'est pas nouvelle, mais va devoir accélérer. La demande d'électricité sera soutenue dans les années à venir par l'électrification des transports, le développement des appareils connectés ou encore la volonté de limiter le recours au gaz naturel importé.

Une telle dynamique implique des investissements considérables dans les capacités de production (éolien, solaire, nucléaire), mais également dans les infrastructures nécessaires à l'acheminement de cette énergie. En Europe, les réseaux de transport et de distribution d'électricité sont parfois anciens et devront être modernisés et renforcés afin de répondre à cette dynamique. Les entreprises actives dans ces domaines (« utilities ») joueront donc un rôle central dans les années à venir.

Répartition actuelle de la consommation d'électricité



Demande mondiale d'électricité
En trillions de kWh



Sources : Statistical Review of World Energy, Morgan Stanley Research estimates. Au 31 mars 2026.

Secteur financier : nouvelle star du marché européen

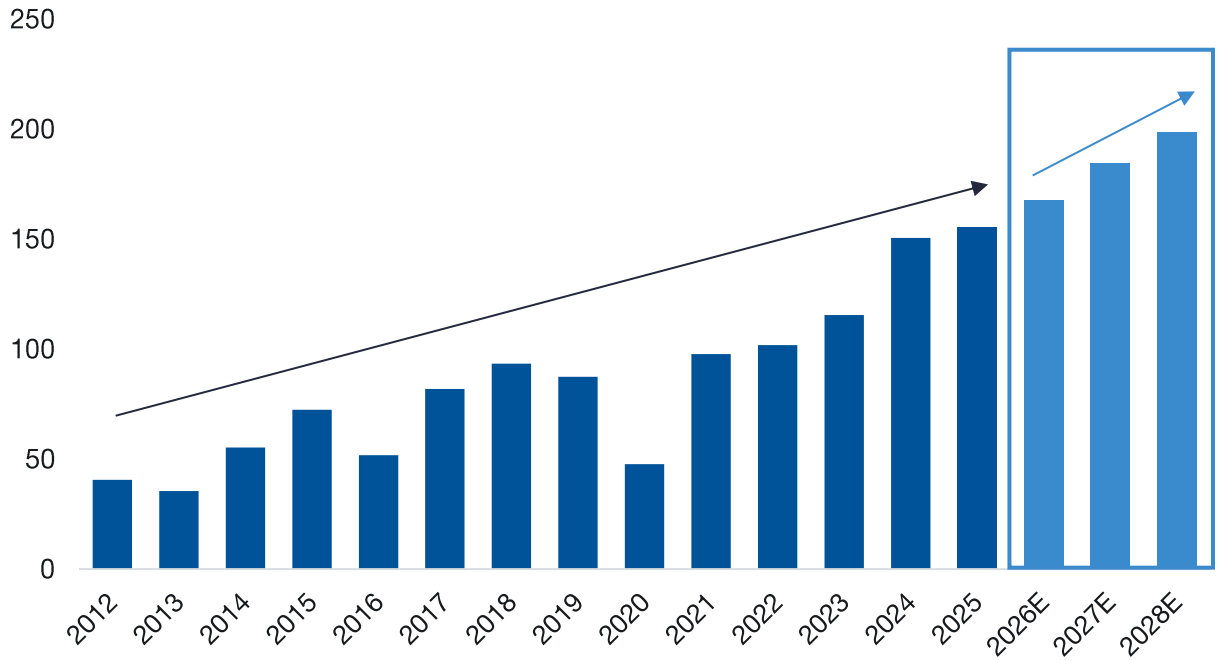
Parallèlement à ces dynamiques industrielles et technologiques, le secteur financier européen connaît lui aussi un retour en grâce depuis deux ans.

Après une longue période marquée par des taux d'intérêt très faibles et un cadre réglementaire en constante évolution, **les banques et les assureurs bénéficient désormais d'un environnement nettement plus porteur**.

Le retour de taux d'intérêt à des niveaux plus élevés depuis 2022 et le retour d'une courbe des taux ascendante depuis 2025 (taux longs supérieurs aux taux courts) ont rendu les **activités de crédit et d'investissement nettement plus rentables pour ces établissements**. La stabilisation du cadre réglementaire offre quant à elle une meilleure visibilité pour les années à venir. Ainsi, le secteur financier européen peut désormais pleinement bénéficier des efforts réalisés au cours des 15 dernières années pour bénéficier de capitaux propres élevés et de bilans sains.

Les établissements bancaires européens ont connu une progression notable de leurs bénéfices au cours des dernières années, et cette tendance devrait se poursuivre au cours des années à venir. Les volumes de prêts et les dépôts des clients progressent dans plusieurs pays d'Europe. Le phénomène bénéficie particulièrement aux établissements présents en Europe du Sud, qui avaient été les plus affectés par la crise économique des années 2010 et retrouvent désormais une nouvelle dynamique.

Croissance des bénéfices cumulés des banques européennes (Mds€)



Source : BofA Global Research, T4 2025. A titre illustrative uniquement.
Données susceptibles de changer.

Conclusion : une Europe en mutation

Cette convergence entre impératifs politiques et enjeux industriels dessinent l'image d'une Europe en pleine transformation. Le cycle de réinvestissement dans la défense, les infrastructures et l'énergie participe directement à la réindustrialisation et la modernisation du continent, et pourrait constituer l'un des moteurs majeurs de la croissance européenne dans les années à venir.

Cette transformation ne se reflète pas encore dans les bénéfices agrégés des entreprises, dont la croissance est restée modérée ces dernières années. Les conditions nous semblent toutefois réunies pour assister désormais à une accélération, susceptible d'être progressivement intégrée par les marchés actions.

Les valorisations des actions européennes demeurent par ailleurs inférieures à celles observées sur d'autres grands marchés développés, en particulier aux États-Unis. Si cet écart persiste depuis longtemps, il pourrait désormais se résorber, à l'image du marché actions japonais, qui a connu une revalorisation significative au cours des dernières années après une longue période de décote.

Dans ce contexte, **investir dans les actions européennes pourrait, selon nous, constituer aujourd'hui l'un des meilleurs choix stratégiques à effectuer dans une optique de long terme**.

L'identification des sociétés les mieux positionnées nécessite bien sûr une analyse approfondie de leurs fondamentaux financiers, mais également d'éléments plus qualitatifs tels que la qualité de leur gouvernance, les barrières à l'entrée de leur activité ou encore leur environnement concurrentiel. **Ce travail de sélection rigoureuse est précisément celui mené par l'équipe Actions de Lazard Frères Gestion**.

Avertissement au lecteur

À propos de ce document :

Rédaction achevée le 18 mai 2026. **Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.**

Ce document n'a pas de valeur précontractuelle ou contractuelle. Il est remis à son destinataire à titre d'information. Les analyses et/ou descriptions contenues dans ce document ne sauraient être interprétées comme des conseils ou recommandations de la part de Lazard Frères Gestion SAS. Ce document ne constitue ni une recommandation d'achat ou de vente, ni une incitation à l'investissement.

Certaines données utilisées dans ce document proviennent de sources externes et sont utilisées de bonne foi, mais aucune garantie ne peut être accordée quant à leur exactitude.

L'opinion exprimée dans ce document est susceptible de changer.

Ce document est la propriété intellectuelle de Lazard Frères Gestion SAS. Numéro d'agrément AMF : GP-04000068.

À propos du groupe Lazard :

Fondée en 1848, **Lazard** est l'une des principales sociétés de conseil financier et de gestion d'actifs au monde, avec des activités en Amérique du Nord et du Sud, en Europe, au Moyen-Orient, en Asie et en Australie. Lazard offre ses conseils en matière de fusions et acquisitions, marchés de capitaux, restructuration/gestion du passif, géopolitique et autres questions stratégiques, ainsi que des solutions de gestion d'actifs et d'investissement aux institutions, aux entreprises, aux gouvernements, aux partenariats, aux family offices et aux particuliers fortunés. Pour plus d'informations, veuillez consulter le site www.lazard.com.

Lazard Frères Gestion est la société de gestion d'actifs du groupe Lazard en France, spécialisée dans l'investissement dans les valeurs cotées. Elle bénéficie, pour accompagner ses clients, de tous les savoir-faire d'une grande maison de gestion adossée à un puissant groupe international. Pour plus d'informations, veuillez consulter le site www.lazardfreresgestion.fr.